



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARNE

**Direction départementale
des territoires**

Service Environnement
Eau – Préservation des Ressources
Cellule procédures environnementales

AP n° 2019-MD-85-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL de MISE EN DEMEURE
pris à l'encontre de la société MACHAON
afin de régulariser la situation de son exploitation de recyclage de polymère
situé sur le territoire de la commune de Châlons-en-Champagne**

Le préfet de la Marne

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° AP 2016-A-101-IC du 1^{er} juillet 2016 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 mai 2019 ;

CONSIDÉRANT que les mesures de défense externe contre l'incendie ne sont pas conformes aux dispositions du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, reprises par arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2016 ;

CONSIDÉRANT que des émissions importantes d'odeurs liées à la mise en place d'un émissaire de vapeurs non identifié dans le dossier sont à l'origine de nombreuses plaintes faisant état de gênes importantes subies par le voisinage des installations ;

CONSIDÉRANT que les déchets produits par l'établissement sont stockés sur des espaces non identifiés et que les volumes ne respectent pas les quantités autorisées ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de la Marne,

ARRÊTE :

Article 1

La société Machaon, dont le siège social est situé Avenue du 106^e REI à Châlons-en-Champagne, est mise en demeure de respecter les dispositions relatives au stockage de ses déchets prévues aux articles 5.1.3 et 5.1.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 1^{er} juillet 2016, dans un délai de trois mois .

Article 2

La société Machaon, est mise en demeure de mettre en place un dispositif de traitement des émissions du cyclone afin de respecter les dispositions de l'article 3.1.3 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, dans un délai deux mois.

Article 3

La société Machaon, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.1.4 relatives aux moyens de défense externe contre l'incendie de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 1^{er} juillet 2016, dans un délai trois mois.

Article 4 - Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, si, à l'expiration des délais fixés pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux à réaliser,
- faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;
- suspendre par arrêté le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.

Article 5 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 – Exécution et diffusion

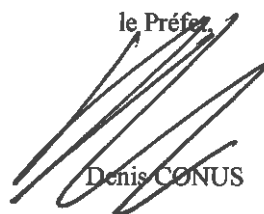
Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, monsieur le directeur départemental des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'au maire de la commune de Châlons-en-Champagne qui en donnera communication à son conseil municipal.

Une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Notification en sera faite sous pli recommandé à la société MACHAON avenue du 106ème Régiment d'Infanterie 51000 Châlons-en-Champagne.

Châlons-en-Champagne, le **- 3 JUL. 2019**

le Préfet,



Denis CONUS

Recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr